



GREVE DU 18 NOVEMBRE 2014 :

21% de grévistes dans l'Yonne

Seule la CGT Finances Publiques avait relayé l'appel intersyndical à la grève Fonction Publique à la DGFIP. A noter que les postes de L'Isle sur Serein, Tonnerre, Chéroy, Villeneuve sur Yonne et le SIP de Sens étaient fermés !

COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE AUPRES DE BERNARD TRICHET - DDFIP DE L'YONNE

Dans ce contexte, des représentants de la **CGT Finances Publiques 89** ont rencontré le Directeur ce mardi 18 novembre et lui ont posé de nombreuses questions concernant l'avenir des structures et des missions dans notre département, à savoir :

Pour les missions fiscales :

- 15 départements ne devraient plus avoir qu'un seul SIE à l'avenir, que comptez vous faire à ce sujet dans l'Yonne ?
- SIP/CDIF : il ne reste que le cadastre d'Auxerre, comptez-vous aller jusqu'au bout de la réforme ?
- Fusion des 2 SPF d'Auxerre ? Quid ?
- Fusion enregistrement/SPF : que comptez vous faire dans le département ?
- Cellules CSP : résurrection ou non ? Quid du contrôle sur pièces des dossiers ?
- Missions abandonnées et laissées au privé ?
- Avenir des Domaines au sein de la DDFIP de l'Yonne ?

Pour les missions gestion publique :

- Quid du recouvrement dans les trésoreries mixtes ? Transfert aux SIP ?
- Fermetures de quelles trésoreries sont envisagées ? Restructurations ?
- Avenir de certains services comme la caisse des dépôts dans l'Yonne ?
- Gestion des maisons de retraite : transfert des maisons de retraite gérées par l'Isle sur Serein sur Chablis et quid du reste du « plan » qui avait élaboré par l'équipe précédente ?
- Avec la mise en place des Centres de Service Ressources Humaines couplée à un service national unique de fonction contact : quid du devenir des RH dans l'Yonne ?

Cette demande avait déjà été faite lors d'une rencontre avec le Directeur début septembre, puis dans une interpellation écrite courant octobre. Aucune réponse n'avait été alors apportée, soit parce que c'était prématuré, soit parce que notre Directeur s'était refusé de répondre à une « interpellation ».

Nous sommes maintenant à la fin de l'année 2014, les documents concernant le CTR « suppressions d'emplois » ont été communiqués aux organisations syndicales. Aussi, nous espérons légitimement avoir enfin des réponses concrètes sur les **réorganisations de services ou de postes** émanant de son dialogue de gestion (mais également de son prédécesseur). Que nenni !!! Pour l'heure, c'est toujours en cours d'instruction à la DG qui doit de plus soumettre le bébé et l'eau du bain au Ministère. De fait, le Directeur n'a donc pu répondre de manière exhaustive à la plupart de nos interrogations et celles de agents.

**Les agents du département sont inquiets et
ils sont en droit de connaître leur devenir à moyen terme !**

Pour seule réponse, Le Directeur indique que « *les interrogations des agents ne doivent pas se transformer en inquiétudes* », « *les agents doivent travailler dans la quiétude et non l'inquiétude* », « *Une réorganisation est un élément de confort pour les agents* » !

Le raccourci est un peu facile !! C'est bien l'Administration qui a généré cette situation avec les suppressions massives et successives d'emplois !!

Concernant lesdites **suppressions, en 2015**, la DDFIP ciblera leur localisation en tout début d'année.

Concernant les réorganisations départementales des postes et services, tant que le ministère n'a pas fait redescendre sa réponse via la DG auprès des directions locales et qu'un Comité Technique n'a pas été réuni sur le sujet, l'engagement semble avoir été pris par la Direction de l'Yonne de ne pas anticiper les fermetures ou les fusions de service au titre de 2015 (1) ! Qu'en sera t'il en 2016 et 2017 ?

(1) **Concernant les SPF d'Auxerre**, il semble cependant acquis qu'ils seront fusionnés.

Concernant les **cellules CSP** (contrôle sur pièce), « *le mot d'ordre n'est pas de les fermer mais seulement des mettre en sommeil* »...A quand l'heure du réveil ?!!!

Concernant les derniers rapprochements SIP-CDIF, là aussi, il n'a rien à apporté à notre moulin, si ce n'est de dire que « *les groupes de travail nationaux semblent là aussi en sommeil* »

Le Directeur, à son arrivée dans le département, avait indiqué aux représentants CGT Finances Publiques que « *le terme de **souffrance au travail** était trop fort et n'était pas approprié* ». Deux mois après, il concède que dans notre département des agents sont en réelle souffrance au travail.

Les représentants de la CGT Finances Publiques ne cessent de l'évoquer car lors de leurs visites dans tous les postes et les services, ils le constatent régulièrement.

Pour conclure, il analyse cette souffrance comme liée aux méthodes de travail qui ont changé ces dernières années pour les agents. L'augmentation des absences maladies est palpable dans le département. Pour lui, les restructurations à venir n'iront que dans le bon sens pour le bien-être des agents, et la première phase de « bien-être » sera de revisiter les horaires d'ouvertures des services (CT à venir).

Les agents de la DGFIP de l'Yonne, par cette journée de grève envoient de nouveau un signal fort à la Direction. Ils en ont assez de cette politique d'austérité et de liquidation des services publics. Ils se sont mobilisés contre les suppressions d'emplois, contre les attaques toujours plus fortes à l'encontre de notre Direction, l'incertitude concernant le devenir de leurs missions et des structures, contre le manque de moyen dans notre administration et le gel du point d'indice.

Hier, tandis que les députés s'apprêtaient à voter le budget de l'Etat et son cortège de diminution de moyens, de suppressions d'emplois, de destruction de missions ; la CGT, elle, était dans l'action !

Au niveau Fonction publique, en manifestant devant l'assemblée nationale, elle a fait le choix de refuser les logiques austéritaires à l'œuvre qui aboutissent à l'affaiblissement de l'action publique et de l'Etat.

A la DGFIP, la CGT avait hier fait le choix d'appeler les collègues à la grève ! Les raisons sont simples : attaques sans précédent sur les missions avec la démarche stratégique, attaques sur l'emploi, attaques sur les droits et garanties, attaques sur le pouvoir d'achats, les qualifications ! Tout cela avec une conséquence simple : la dégradation de nos conditions de vie au travail !!!

A l'heure où ces lignes sont écrites nous n'avons pas les résultats officiels nationaux de la grève... mais une chose est sûre ce sont des milliers d'agents qui étaient dans l'action, de nombreux qui ont participé aux différents rassemblements !

La CGT l'affirme : c'est par la lutte que nous pourrons obtenir des changements à la DGFIP et dans la fonction publique.

C'est bien la question de l'action qui doit être posée dans les services pour donner des prolongements à cette journée, la CGT recherchera l'unité la plus large à partir des revendications des agents de la DGFIP pour construire le rapport de force face à notre direction !

D'ores et déjà pour prolonger cette journée et pour marquer auprès de nos ministres notre volonté de changer les choses : votons le 4 décembre pour la CGT !!!!!

